

CONNAISSANCES COMPLÉMENTAIRES POUR L'ENSEIGNANT: LA VIOLENCE DIRIGÉE CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION SUR LES RELIGIONS

Les événements résumés ici ont été choisis car ils ont eu lieu en France ou y ont eu un retentissement important. Il peut être utile à l'enseignant de les avoir à l'esprit lorsqu'il met en place la séquence. Il ne s'agit pas de les présenter aux élèves mais d'être en mesure de leur remémorer les faits si certains élèves évoquent ces événements.

Les attentats d'intégristes catholiques dans deux cinémas en France contre le film <i>La Dernière Tentation du Christ</i> (octobre 1988).....	2
Appel au meurtre, tentative de meurtre contre l'auteur Salman Rushdie pour son roman <i>Les versets sataniques</i> et attentats contre des éditeurs, traducteurs et libraires (1989 à aujourd'hui)	2
Une œuvre d'art appelée <i>Immersion (Piss Christ)</i> vandalisée par des intégristes catholiques (1987-2017).....	3
Des intégristes catholiques condamnés pour entrave à la liberté d'expression contre deux pièces de théâtre <i>Sur le concept du visage du fils de Dieu</i> et <i>Golgotha picnic</i> (2011).....	4
Dossier du Jyllands-Posten sur l'autocensure de dessinateurs, caricatures danoises et attentats islamistes contre Charlie Hebdo (2005 à 2015).....	5
L'affaire Mila, une adolescente critiquant l'islam est cyberharcelée, menacée de mort et de viol sur les réseaux sociaux (janvier 2020 à juillet 2021)	7
Assassinat de Samuel Paty, enseignant d'histoire-géographie, le 16 octobre 2020.....	9
Benjamin Ledig, un jeune homme critiquant le christianisme et l'islam, frappé, cyberharcelé et menacé de mort sur les réseaux sociaux (février 2022 à septembre 2023)	10

LES ATTENTATS D'INTÉGRISTES CATHOLIQUES DANS DEUX CINÉMAS EN FRANCE CONTRE LE FILM *LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST* (octobre 1988)

► En 1988 sort le film *La Dernière Tentation du Christ* du réalisateur américano-italien Martin Scorsese. Il est adapté d'un roman du même nom publié en 1959 par un écrivain grec. Dès la publication du roman, des chrétiens expriment leur désapprobation de cette œuvre qu'ils considèrent constituer un blasphème. À la sortie du film, des membres du clergé, des associations catholiques, des personnes chrétiennes profèrent des menaces publiques qui ont contribué à ce que de nombreuses salles

de cinéma cèdent face à la peur de violences, en annulant les projections. En octobre 1988, en France, diverses actions violentes sont menées pour empêcher la projection du film dont des attentats à la bombe dans deux cinémas, à Paris (Saint-Michel) et à Besançon, qui feront de nombreux blessés. En avril 1990, des intégristes catholiques sont condamnés à des peines s'échelonnant entre quinze mois de prison avec sursis et trois ans de prison avec sursis.

APPEL AU MEURTRE, TENTATIVE DE MEURTRE CONTRE L'AUTEUR SALMAN RUSHDIE POUR SON ROMAN *LES VERSETS SATANIQUES* ET ATTENTATS CONTRE DES ÉDITEURS, TRADUCTEURS ET LIBRAIRES (1989 à aujourd'hui)

► En 1988, paraît le roman de Salman Rushdie, écrivain né en Inde, dont la famille s'installe en Grande-Bretagne, intitulé *Les Versets sataniques*. Dans cette fiction, il raconte l'histoire de deux Indiens qui émigrent en Grande-Bretagne et qui survivent au détournement de leur avion par des terroristes islamistes. Dans ce roman, des personnages réfléchissent aux différentes manières dont les musulmans interprètent les récits religieux

et aux débats que suscitent ces différentes manières de croire au sein de l'islam. En 1989, le dirigeant de l'Iran, qui est une théocratie chiite, réclame l'exécution de Salman Rushdie qu'il accuse de « blasphème » contre l'islam. De nombreuses personnes, liées au livre, sont tuées ou blessées (éditeurs, traducteurs, libraires). Salman Rushdie a été victime d'une tentative de meurtre en 2022, il perd alors l'usage d'une main et d'un œil.

UNE ŒUVRE D'ART APPELÉE **IMMERSION (PISS CHRIST) VANDALISÉE** **PAR DES INTÉGRISTES CATHOLIQUES** (1987-2017)

► En 1987, un artiste américain, Andres Serrano, réalise une photographie intitulée *Immersion (Piss Christ)* aujourd'hui connue par le grand public sous le seul nom de Piss Christ. Pour réaliser cette œuvre, l'artiste a rempli un verre de son urine et de son sang puis y a immergé un petit crucifix en plastique qu'il a ensuite photographié. Cette œuvre a été récompensée par un prix d'art contemporain. L'œuvre a été vandalisée à plusieurs reprises entre 1997 et 2011. Lorsqu'elle est exposée en France, à Avignon, des catholiques protestent en demandant son retrait car ils la jugent « blasphématoire et christianophobe ». Un millier de personnes manifestent dans les rues d'Avignon, soutenues par des membres du clergé catholique et des personnalités politiques puis le 17 avril 2011, deux œuvres d'Andres Serrano sont vandalisées, dont la photographie *Immersion (Piss Christ)*. Plusieurs gardiens du musée qui tentaient d'empêcher ces actes de

vandalismes sont agressés. Le personnel du musée qui décide de poursuivre l'exposition de ces œuvres reçoit des menaces de mort et d'autres actions violentes à venir. Dans un entretien qu'il donne à Libération le 19 avril 2011, l'artiste-photographe déclare : « *Mes titres ont un caractère littéral et sont tout bonnement descriptifs. Si je réalise un monochrome de lait ou de sang, j'appelle cela « lait » ou « sang ». L'intitulé ne contient aucune hostilité envers le Christ ou la religion. Il est simplement une description. [...] Si en faisant appel au sang, à l'urine, aux larmes, ma représentation déclenche des réactions, c'est aussi un moyen de rappeler à tout le monde par quelle horreur le Christ est passé. [...] C'était une manière pour moi de réaffirmer ma foi, et mon engagement comme artiste chrétien.* » C'est seulement en 2017 que deux personnes sont reconnues coupables de dégradation et condamnées à des amendes.

DES INTÉGRISTES CATHOLIQUES CONDAMNÉS POUR ENTRAVE À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION CONTRE DEUX PIÈCES DE THÉÂTRE SUR LE CONCEPT DU VISAGE DU FILS DE DIEU ET GOLGOTHA PICNIC (2011)

► En 2011, une pièce de théâtre de Roméo Castellucci intitulée *Sur le concept du visage du fils de Dieu* est présentée dans différents théâtres en France. Cette pièce raconte l'histoire d'un père et de son fils qui affrontent ensemble les affres de la vieillesse, sous le regard d'un portrait géant du Christ, peint à la Renaissance. Certains chrétiens manifestent pour faire interdire cette pièce qu'ils jugent «blasphématoire». Des chrétiens intégristes perturbent les représentations: ils interrompent la pièce en montant sur scène avec des banderoles où est écrit «halte à la christianophobie», prient dans la salle durant la pièce; d'autres jettent des œufs, des boules puantes et de l'huile de vidange sur la scène et sur les spectateurs. Des policiers sont mobilisés pour garantir le bon déroulement de la pièce et la sécurité des comédiens et des spectateurs. Une trentaine de personnes sont condamnées à des amendes pour entrave à la liberté d'expression. La même année, des chrétiens manifestent contre une autre pièce de théâtre appelée *Golgota picnic* qui est jouée dans différents théâtres en

France. Cette pièce est présentée par un théâtre parisien - qui a été confronté aux protestations les plus vives - comme une dénonciation de «l'hyperconsommation au travers de la mise en scène d'une crucifixion tragique et trash qui s'attaque aux peurs de deux mille ans de christianisme.» Certains chrétiens qui la jugent «christianophobe et blasphématoire» appellent à des rassemblements pacifiques devant un théâtre où elle est jouée; d'autres déposent plainte contre l'éditrice du texte de la pièce et un directeur de théâtre pour «provocation à la haine contre les chrétiens»: ils seront relaxés par la Justice. D'autres chrétiens encore ont été interpellés par la police alors qu'ils tentaient de saboter les alarmes d'un théâtre où la pièce était présentée. Le directeur de ce théâtre a fait appel à la police pour assurer le bon déroulement de la pièce et la sécurité des comédiens et des spectateurs. Enfin, des chrétiens ont manifesté leur soutien à la tenue de cette pièce malgré sa dimension «provocante», au nom de la liberté de création et d'expression.

DOSSIER DU JYLLANDS-POSTEN SUR L'AUTOCENSURE DE DESSINATEURS, CARICATURES DANOISES ET ATTENTATS ISLAMISTES CONTRE CHARLIE HEBDO (2005 à 2015)

► Kåre Bluitgen est un écrivain danois. En 2005, il écrit un livre à destination des adolescents qui raconte la vie du prophète de l'islam, Mohammed. Comme c'est un livre pour les jeunes, il cherche un dessinateur pour l'illustrer. Mais aucun dessinateur n'accepte le projet : selon lui, ils ont peur de dessiner pour un livre qui porte sur le personnage de Mohammed. Ils craignent d'être tués par des islamistes, comme Theo Van Gogh en 2004, un polémiste et le réalisateur du film *Soumission*, sur les femmes et l'islam. Kåre Bluitgen parle de ces refus autour de lui. Des journalistes du quotidien danois le plus connu dans le pays, le Jyllands-Posten, en entendent parler. Ils décident d'enquêter. Ils découvrent d'autres cas d'autocensure liés à la crainte des islamistes. Ils décident de publier cette enquête dans leur journal, en vérifiant néanmoins au préalable à quel point cette autocensure au Danemark est réelle. Ils organisent un test : ils demandent à 40 dessinateurs d'envoyer des dessins représentant Mohammed. Seuls 12 dessinateurs participent. Le journal publie alors ces dessins de Mohammed pour accompagner l'enquête journalistique. À la suite de cette publication, des islamistes danois et d'autres pays montrent ces dessins et d'autres dessins qu'ils jugent insultants (qu'ils ont trouvés sur des sites d'extrême-droite), dans de nombreux pays, particulièrement au

Moyen-Orient, afin que les pouvoirs politiques de ces pays les condamnent publiquement. Des islamistes organisent des manifestations, auxquelles prennent part de nombreux musulmans, d'abord au Danemark, puis dans d'autres pays. De nombreuses personnes sont tuées et blessées lors de ces manifestations. Les journalistes du Jyllands-Posten reçoivent des menaces de mort du monde entier. En réaction, dans plusieurs pays, des journaux publient aussi ces dessins pour soutenir leurs collègues danois. L'une des caricatures qui a suscité le plus de controverse est celle de Mohammed paré d'un turban en forme de bombe. Le caricaturiste entendait dénoncer le fait, qu'en Afghanistan, des talibans commettaient à l'époque des actes de terrorisme au nom de l'Islam et prenaient ainsi tous les musulmans en otage. Les réactions violentes qu'il a suscitées illustrent le fait que, sorti de son contexte, un dessin de presse peut être compris à l'inverse des intentions de son auteur.

Charlie Hebdo est un journal (hebdomadaire) satirique français créé en 1970 qui se définit comme anticlérical et antimilitariste. Il a pris la suite d'un autre journal - appelé Hara-Kiri-, interdit par l'État après la publication d'une caricature sur la mort du général de Gaulle, jugée déplacée. Le journal *Charlie Hebdo* publie principalement

des dessins de presse et des articles qui traitent de sujets politiques, sociaux et culturels de manière critique et recourant souvent à l'humour noir. L'hebdomadaire est régulièrement cité pour ses Unes, une caricature portant sur l'actualité, accompagnée d'une légende. Depuis sa création, *Charlie Hebdo* a toujours critiqué toutes les religions en caricaturant notamment des personnages religieux.

En 2006, *Charlie Hebdo* publie un dossier sur « la liberté d'expression menacée par des islamistes ». Dans le cadre de ce dossier, les 12 dessins du journal danois sont reproduits, à la taille d'un timbre. En Une de ce numéro, *Charlie Hebdo* produit une "caricature" de Mohammed, c'est-à-dire un dessin avec des traits exagérés. Le dessin comporte la légende : « Mahomet débordé par les intégristes ». Le personnage pleure, et dit : « C'est dur d'être aimé par des cons ». Plusieurs associations musulmanes françaises considèrent que cette publication est une « injure publique » à l'égard des musulmans et portent plainte contre *Charlie Hebdo*. D'autres associations musulmanes françaises défendent le journal. À la suite de ces plaintes, un procès a lieu en 2007. *Charlie Hebdo* n'est pas condamné : après avoir examiné les publications de *Charlie Hebdo*, le juge estime que les dessins attaqués ne constituent pas une injure publique aux musulmans parce qu'ils ne visent pas l'ensemble des musulmans, mais uniquement les intégristes, c'est-à-dire ceux

qui utilisent la violence pour imposer leur religion. Dans son jugement, le juge prend aussi en compte le fait que les dessins sont publiés dans le cadre d'un dossier qui vise à faire réfléchir au lien entre violence et religion, et à faire réfléchir sur la liberté d'expression et la liberté de la presse.

À partir de 2006, *Charlie Hebdo* commence à recevoir de nombreuses menaces de mort et en 2011 les locaux du journal sont incendiés. Le journal continue de publier des caricatures sur les religions. Plusieurs procès sont intentés contre le journal par des associations religieuses de toutes confessions : musulmane, chrétienne, juive. *Charlie Hebdo* n'est jamais condamné, les juges considérant que le journal n'a jamais enfreint les limites de liberté d'expression. Le 7 janvier 2015, deux terroristes pénètrent au siège du journal à Paris et assassinent douze personnes, dont huit membres de la rédaction. À la suite de cet attentat, des millions de personnes ont défilé en France, notamment le 11 janvier 2015, la plupart, derrière le slogan "*Je suis Charlie*". Que signifiait cette bannière ? Tous les manifestants n'aimaient pas forcément *Charlie Hebdo* mais chacune et chacun était là pour dire son attachement à la liberté d'expression et pour rappeler qu'en France, les personnes sont libres de critiquer les convictions religieuses, politiques, etc. et qu'il est interdit de tuer, d'inciter au meurtre ou à la violence.

L'AFFAIRE MILA, UNE ADOLESCENTE CRITIQUANT L'ISLAM EST CYBERHARCELÉE, MENACÉE DE MORT ET DE VIOL SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

(janvier 2020 à juillet 2021)

► En janvier 2020, sur les réseaux sociaux, Mila, une adolescente de 16 ans, lesbienne, refuse les avances d'un internaute qui lui envoie alors des insultes sexistes et à raison de son orientation sexuelle, en y exprimant qu'il le fait « au nom d'Allah ». Elle publie alors sur son compte Instagram, une vidéo insultant l'islam en des termes grossiers : « Je déteste la religion. [...] Le Coran il n'y a que de la haine là-dedans, l'islam c'est de la merde. [...] Votre religion, c'est de la merde, votre Dieu, je lui mets un doigt dans le trou du cul. Merci, au revoir. » Cette vidéo devient virale sur les réseaux sociaux : certains internautes l'accusent « d'être raciste et islamophobe ».

Mila reçoit alors des milliers de menaces de mort, de viol et d'insulte à raison de son sexe et de son homosexualité. En danger, Mila est déscolarisée et contrainte de rester à son domicile. Elle est placée sous protection judiciaire et porte plainte. Plusieurs enquêtes sont ouvertes pour déterminer si les propos tenus par Mila relevaient de la provocation à la haine à l'égard d'un groupe de personnes, à raison de leur appartenance à une race ou à raison de leur religion. Mila est relaxée. L'enquête a démontré que les propos diffusés, « *quelle que soit leur tonalité outrageante* », avaient pour « *seul objet d'exprimer une opinion personnelle à l'égard d'une religion, sans volonté d'exhorter à la haine ou à la violence contre des individus* »,

a conclu le procureur en charge de l'affaire.

Le 1^{er} octobre 2020, un premier harceleur, un homme de 23 ans, est condamné à trois ans de prison pour avoir menacé l'adolescente de viol et de meurtre dans quatre vidéos postées sur internet. En février et mars 2021, onze personnes, âgées de 18 à 30 ans, dispersées sur le territoire français et apparemment sans lien entre elles, sont placées en garde à vue toutes pour « harcèlement moral en ligne », cinq d'entre elles l'étant aussi pour « menaces de mort », la sixième pour « menaces de crime ». Le 7 juillet 2021, onze des douze prévenus sont condamnés de quatre à six mois de prison pour « menaces de mort par écrit et harcèlement électronique ». Lors du procès, le procureur de la République affirme notamment : « *Vous avez face à vous le nuancier de la bêtise et de la haine de proximité* ».

L'affaire Mila a pris une envergure nationale assez rapidement. Interrogé en février 2020, le président français Emmanuel Macron déclare : « *La loi est claire : nous avons droit au blasphème, à critiquer, à caricaturer les religions* ». Notons que l'expression « droit au blasphème » est maladroite dans la mesure où la notion de blasphème est une notion religieuse, qui n'existe pas dans le droit français. Dans un cadre éducatif, il est préférable d'utiliser les expressions « *le droit de critiquer une religion* », « *le droit d'insulter une religion* » comme

l'athéisme et toutes les opinions, tant que cela ne nuit pas aux personnes. L'affaire Mila est un cas typique du droit de s'exprimer librement sur les convictions religieuses et athées qui met en évidence le lien entre liberté d'expression et utilisation responsable des réseaux sociaux. En effet, qu'il s'agisse de Mila qui était dans son

droit, ou des personnes condamnées pour avoir franchi les limites de la liberté d'expression, ils ont tous en commun d'avoir insisté sur « *un effet d'entraînement* » et de harcèlement liés à la viralité des modes de communication et d'expressions propres aux réseaux sociaux.

ASSASSINAT DE SAMUEL PATY, ENSEIGNANT D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE (le 16 octobre 2020)

► Début octobre 2020, Samuel Paty, un enseignant d'histoire-géographie donne un cours à ses élèves de 4^e sur la liberté d'expression. Il utilise des caricatures de Mohammed réalisées par des dessinateurs du journal Charlie Hebdo pour faire réfléchir ses élèves à la liberté d'expression. Un parent d'élève, sur la base d'un mensonge raconté par sa fille qui n'avait pas assisté au cours, et un militant islamiste ayant entendu parler de ce prétendu incident, publient des vidéos sur les réseaux sociaux qui incitent à la haine et à la violence contre cet enseignant. Ces vidéos sont relayées par de nombreuses personnes et les noms de l'enseignant et du collège ainsi que l'adresse de l'établissement sont divulgués. Le 16 octobre 2020, Samuel Paty est assassiné dans la rue, près du collège où il travaillait par un jeune homme de 18 ans. Après l'avoir tué, il écrit sur internet que son acte était une menace à l'égard de ceux qui humilient Mohammed comme cet enseignant. L'enquête a montré que ce jeune homme était devenu islamiste depuis plusieurs mois. Sur les réseaux sociaux, il se montrait favorable au djihadisme et au terrorisme. Depuis, chaque année, les élèves et les enseignants des écoles, collèges et lycée de France rendent hommage

à cet enseignant. Les quatorze personnes qui sont mises en cause dans l'enquête sur l'assassinat de Samuel Paty seront jugées fin 2023. Parmi elles, huit majeurs seront jugés par la cour d'assises spéciale : certaines pour complicité d'assassinat terroriste et d'autres pour association de malfaiteurs terroriste criminelle. Les six adolescents comparaîtront quant à eux devant le tribunal pour enfants : cinq d'entre eux pour association de malfaiteurs en vue de préparer des violences aggravées car ils sont accusés d'avoir procédé à des surveillances près du collège et d'avoir désigné Samuel Paty à l'assassin. Enfin, la sixième adolescente comparaitra pour dénonciation calomnieuse : elle avait raconté avoir assisté au cours et que Samuel Paty aurait demandé aux élèves musulmans de se signaler et de sortir de la classe avant de montrer les caricatures. Au cours de l'enquête, elle a reconnu avoir menti : elle n'a pas assisté au cours. C'est sur la base de ce mensonge que son père avait posté plusieurs vidéos devenues virales visant directement Samuel Paty. Si l'enseignant souhaite disposer davantage d'éléments de contexte [voir cette vidéo](#).

BENJAMIN LEDIG, UN JEUNE HOMME CRITIQUANT LE CHRISTIANISME ET L'ISLAM, FRAPPÉ, CYBERHARCELÉ ET MENACÉ DE MORT SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

(février 2022 à septembre 2023)

► En février 2022, Benjamin Ledig, un jeune homme âgé de 18 ans, homosexuel, publie sur le réseau social TikTok une vidéo de lui et d'un ami influenceur (Queen Paul) en train de «*twerker*» (danser sur de la musique en secouant les hanches et les fesses) dans une église parisienne. À la suite de la publication de cette vidéo, partagée par de nombreux internautes dont certains considèrent qu'«il a insulté le christianisme», Benjamin Ledig reçoit des centaines d'insultes et des menaces de mort.

«L'affaire Benjamin Ledig» prend alors une envergure nationale. Il est interrogé par différents médias, certains chroniqueurs de télévision relayant les demandes d'internautes exigeant qu'il «s'excuse publiquement pour avoir manqué de respect à la religion». Benjamin Ledig explique qu'il ne souhaite pas s'excuser et il précise avoir réalisé cette vidéo pour : «dénoncer l'homophobie qu'il y a dans l'église [catholique]» Plus tard, interviewé en vidéo par un journal, il déclare : «*On avait un peu fumé [...] et on a fait cette vidéo, [...] il n'y avait vraiment personne dans l'église. On sait que c'est un truc problématique, on aime bien jouer [...] avec les limites [...] Je ne me rendais pas compte de l'impact [...] On peut peut-être voir une morale, là derrière et se dire «faites attention à ce que vous postez, vous pouvez perdre le contrôle en une seconde.» [...] Mais je ne reviendrai pas en arrière [...] Je n'ai*

jamais été dans la soumission et dans la fuite. Je ne m'excuse pas [...] Est-ce que je mérite la mort pour une vidéo ? [...] Vous pouvez ne pas être d'accord avec moi mais sans vouloir ma mort.»

Un peu plus tard, il publiera une autre vidéo où il utilise un exemplaire du Coran pour nettoyer des vitres. Là encore, des internautes l'accusent de «blasphème contre l'islam». Il reçoit sur les réseaux sociaux de nombreuses insultes et menaces de mort, des personnes le frappent, des internautes menacent ses parents par téléphone et à leur domicile. Benjamin Ledig porte plainte. Plusieurs enquêtes sont ouvertes.

Le prêtre de l'église où Benjamin Ledig a tourné sa vidéo a porté plainte en ne se plaçant pas sur le terrain du droit organisant l'expression. Dans un communiqué, publié le 26 février 2022, sur un site internet chrétien, le curé en charge de l'église concernée «dénonce les manipulations qui entourent l'événement là où le simple respect des lois n'apporte que des solutions.» Il précise alors : «*Plusieurs écueils sont [...] à éviter : il ne faut pas apparaître comme dénonçant un blasphème puisque le blasphème n'existe pas en droit français [...] Ce faux débat sur le droit ou non au blasphème est un non-sens : il n'y a que des atteintes aux droits des personnes ou des groupes, et là il s'agit d'une atteinte à l'usage d'une église prévu par la loi de 1905.»*

En avril 2022, Benjamin Ledig est condamné à une amende pour « atteinte à l'affectation culturelle des lieux » car il n'a pas demandé au prêtre son autorisation préalable pour des séances de photos ou tournages qu'il pourrait juger incompatibles avec l'affectation culturelle. Cette condamnation se fonde sur la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 précisant que « l'édifice cultuel ne saurait être détourné de sa finalité pour abriter d'autres types d'activités et que toute activité autre que culturelle doit être autorisée par le curé affectataire. »

En janvier 2023 dix personnes sont interpellées pour cyberharcèlement portant atteinte à la vie de Benjamin Ledig ou pour « doxxing », c'est-à-dire à la mise en ligne en libre accès de données et informations personnelles sans son consentement. En mai 2023, ils sont jugés par le tribunal correctionnel de Paris. Le parquet requiert des peines de quatre à six mois de prison pour

« cyber harcèlement aggravé », notamment en raison de messages incitant à la haine à raison de son orientation sexuelle ainsi que le suivi d'un stage de citoyenneté. Les prévenus, âgés de 19 ans à 43 ans et se disant catholiques, musulmans ou athée pour l'un d'eux, ont déclaré avoir agi sous le coup de « l'énervement » ou par « effet de groupe ». Lors de l'audience, tous ont présenté leurs excuses à la victime. Dans son délibéré du 13 septembre 2023 le tribunal judiciaire de Paris condamne un prévenu à une peine de 4 mois de prison avec sursis et à accomplir, à ses frais, un stage de citoyenneté de deux jours. Les neuf autres sont condamnés à des peines de travail d'intérêt général à accomplir dans un délai de 18 mois. S'ils ne respectent pas cette injonction, ils s'exposent à des peines de deux à quatre mois de prison. Les dix cyber harceleurs ont aussi été condamnés à verser solidairement la somme de 8 000 euros à Benjamin Ledig au titre des dommages et intérêts pour son préjudice moral.